

# **Groupe de travail régional Eviter – Réduire – Compenser (GT « ERC »)**

***Montpellier, séance plénière du 10 juin 2015***

---

## **Compte rendu**

**Participants** : le GT a réuni 90 participants (voir liste)

SGAR : excusé

### **Ouverture de la journée**

#### **Yves Pietrasanta - Vice-Président de la Région Languedoc-Roussillon**

M. Pietrasanta présente la journée comme une étape importante pour le groupe de travail GT ERC, groupe qui a permis une forte mobilisation autour des enjeux de la biodiversité et de la séquence ERC. L'enjeu est de permettre d'aménager l'espace tout en préservant la biodiversité, en lien avec le SRCE.

M. Pietrasanta insiste sur la collaboration très positive entre l'État et la Région sur ce dossier. Dans la séquence ERC, la compensation n'est en aucun cas un « droit à détruire » mais doit être un projet de territoire.

M. Pietrasanta met en avant la force de la Région Languedoc-Roussillon en matière d'environnement, car nous bénéficions d'une vraie avancée sur de nombreux domaines, et d'un réseau d'acteurs et de compétences particulièrement fort.

#### **Didier KRUGER - Directeur de la DREAL LR**

Monsieur Kruger confirme les propos tenus par M. Pietrasanta. Il rappelle que le projet de SRCE sera soumis à enquête publique du 16 juin au 16 juillet. Il est essentiel de constituer une communauté de travail autour de ce document et de la thématique ERC.

Il nous encourage à ne pas opposer économie et nature.

Le GT ERC a permis la création d'un cadre qui associe des acteurs pluridisciplinaires de l'économie, de la biodiversité, de la recherche, des BET, ... ce qui permet des échanges d'expériences riches et constructifs. L'objectif est de faciliter la réussite des projets en optimisant les impacts, les coûts, les délais et en améliorant leur acceptabilité et l'équité.

#### **Présentation de la journée : Synthèse des constats établis lors des précédents travaux du GT ERC / Zoé BAUCHET - DREAL LR et Marie Laurence DUSFOURD - Région LR**

*Cf diaporama en annexe*

La présentation retrace le premier bilan des travaux du GT ERC. Les constats ont été établis, les participants ont pu exprimer leurs besoins et attentes qui ont été pris en compte pour proposer des améliorations concrètes ou des travaux à conduire pour trouver des solutions. Le GT ERC est aujourd'hui pleinement opérationnel.

## **Eclairage sur les approches suivies ou initiatives dans d'autres régions de France métropolitaine sur la séquence ERC / Emmanuel THEVENIN – Région LR**

*Cf diaporama en annexe*

Emmanuel Thevenin propose un état des lieux d'expériences et d'actions en lien avec la séquence ERC : bases de données, partenariats, réserves d'actifs, publications, formations en terme. La carte présente également l'avancement des SRCE dans les régions.

*Question de Bernard Delay: Les cartes des Régions montrent souvent une déconnexion entre la mise en œuvre du SRCE et les politiques ERC, comment l'expliquer ?*

*Réponse de Pascal Pinet : Certainement dû au fait que le SRCE est un document réglementaire et donc obligatoire, alors que la mise en œuvre de groupes de travail et de démarches pour faciliter la séquence ERC est une démarche volontaire.*

## **Chiffres clés de la compensation en LR et du registre de la compensation / Valentin LE TELLIER - DREAL LR**

*Cf diaporama en annexe*

Présentation du registre de la compensation et des améliorations envisagées.

*Question : Le registre peut-il être utilisé comme un outil de prospective, en analysant le rythme de consommation de l'espace et en projetant les besoins futurs pour les aménagements du territoire ?*

*Précision de Claudie Houssard : C'est une possibilité mais manque en parallèle une analyse des projets d'aménagements à venir, pour que ce travail puisse être complet.*

*Réponse de Pascal Pinet : Il est important de connaître la ressource dans un contexte d'accueil des populations qui nécessite de créer des infrastructures et des services.*

*Réponse de Valentin le Tellier : Parmi les évolutions de la base, il est prévu d'intégrer le contour des projets.*

## **Harmonisation des pratiques ERC : le point en Languedoc Roussillon / Fabien QUETIER - BIOTOPE**

*Cf diaporama en annexe*

Cette étude conduite par BIOTOPE pour le compte de la DREAL vise à poser les bases d'un cadre commun pour la mise en œuvre opérationnelle des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts.

### *Discussion*

*France Energie éolien rappelle la nécessité d'avoir une véritable planification, en étudiant la viabilité des espèces, il ne faut pas analyser les données par projet mais à un niveau plus large. Il convient d'appliquer la séquence ERC dans les documents de planification.*

*Pascal Pinet précise qu'il y a différentes échelles de planification : SRADETT, SCOT, PLU... la politique inondation qui est partie de problèmes ponctuels localisés et s'est étendue à des approches globales sur un territoire est citée en exemple.*

*La question est de savoir jusqu'où aller dans la recherche du moindre impact, et de l'optimisation des volets « éviter » et « réduire » de la séquence ERC.*

## **Les méthodologies de dimensionnement de la compensation / Anne PARIENTE - DREAL LR**

*Cf diaporama en annexe*

Anne Pariente présente de façon très synthétique les différentes méthodologies utilisées en LR et les résultats d'un test comparatif sur un même dossier traité par différents bureaux d'études.

### *Discussion*

*En terme de méthodologies, les mesures compensatoires ne répondent pas à une logique de « science exacte » et il est essentiel de suivre leurs évolutions et d'instaurer un dialogue.*

*Pascal Louchet de GGL-Aménagement témoigne de son inquiétude face à ce qu'il perçoit comme une variabilité dans les résultats obtenus lors du test comparatif mené sur un même dossier par différents bureaux d'études. Il souhaiterait que les méthodes soient plus uniformes.*

*Anne Pariente précise que les conclusions des participants du GT allaient plutôt dans le sens du constat d'une cohérence des résultats et que chaque méthode était compréhensible et argumentée. Il est néanmoins prévu de poursuivre ces travaux pour renforcer la rigueur des approches et proposer une trame méthodologique commune.*

*Zoe Bauchet rappelle que le sujet est nouveau et que certaines méthodes sont encore au stade du développement.*

### **Le volet économique des projets / Anne PARIENTE - DREAL LR**

*Cf diaporama en annexe*

Une étude menée par des étudiants de Supagro a permis de traiter les questions suivantes :

- Comment analyser et argumenter les notions réglementaires d'intérêt public majeur et d'absence de solutions alternatives de moindre impact ? Ces éléments sont actuellement des points de contentieux.
- Des mesures ERC trop coûteuses peuvent-elles mettre en difficulté la conduite des opérations ?
- Comment limiter les risques de spéculations foncières et leurs conséquences ? (Cf présentation SAFER / CR).

### *Discussion*

*Il est difficile de collecter des données précises sur le coût des mesures ERC.*

*Anne Pariente précise que l'amélioration de l'analyse du volet économique des projets est nécessaire, le constat étant actuellement une défaillance dans l'argumentation de ces sujets ce qui constitue une fragilité juridique des projets.*

*Les participants débattent de la nécessité ou non de donner une valeur monétaire à la biodiversité. Une des craintes énoncées est que les mesures compensatoires ne devraient pas conduire à « monétariser » la biodiversité qui a une valeur intrinsèque qui ne peut pas être comptabilisée et qu'il faut éviter de créer un « marché de la biodiversité ».*

### **Le volet foncier / Isabelle BOTREL – SAFER LR et Emmanuel THEVENIN – Région LR**

*Cf diaporama en annexe*

### *Discussion*

*Le volet foncier est essentiel, et de façon plus globale l'approche territoriale.*

*Bernard Delay rappelle que le point de départ de la protection des espèces est l'habitat qu'il est nécessaire de préserver. Par ailleurs, compenser n'importe quoi n'importe où, conduirait à la catastrophe.*

### **Retour d'expérience sur la mise en œuvre de la séquence ERC dans les grands projets de la Région / Bertrand PAGEAUT – Région LR**

*Cf diaporama en annexe*

Le projet de compensation lié au projet de création du mémorial de Rivesaltes et de zones artisanales à proximité est présenté. Ce projet a été complexe car situé sur un secteur à forts enjeux écologiques. Il a été nécessaire de trouver 134 ha de terrain pour la compensation, à proximité du site, présentant des aspects remarquables en termes de biodiversité.

*B. Delay témoigne de l'importance de la phase d'évitement, qui n'a pas pu être menée comme il aurait fallu sur ce site. Il existe des espèces très spécifiques sur place, il faut être*

*particulièrement vigilant car les milieux de ce type deviennent rares.*

### **Apports de la recherche / Sylvain PIOCH – CEFÉ-CNRS**

*Cf diaporama en annexe*

Sylvain Pioch présente les enjeux de l'appui scientifique dans l'aménagement du territoire et la nécessité de créer une interface recherche / terrain.

Il est essentiel d'aménager avec bon sens pour permettre un épanouissement des individus.

Il met en avant les travaux de « recherche – action » sur ces sujets et insiste sur la nécessité de s'inscrire dans un temps long. Ces recherches doivent répondre à une demande sociétale et aider les décideurs et les aménageurs, sachant que les outils et les méthodes ne doivent pas se substituer aux débats et aux choix des acteurs du territoire.

Une standardisation des méthodes permettrait certainement de réduire les besoins en fonds publics et minimiser les risques de déviance.

Le Languedoc-Roussillon dispose de structures de recherche de premier ordre sur ces sujets.

S. Pioch encourage les acteurs à les valoriser.

### **Synthèse de la matinée / Pascal PINET - Région LR**

Pascal Pinet rappelle la priorité de préservation de la biodiversité. Il rappelle également que les présentations du matin ont été volontairement synthétiques, mais que tous les documents sont accessibles sur l'espace projet ERC.

Il s'étonne que les aspects de gestion des mesures compensatoires n'aient pas été évoqués.

Il est important de réussir les projets et ce, dans un esprit d'excellence environnementale, en tenant compte à différentes échelles de la biodiversité.

Le GT ERC est désormais dans sa phase opérationnelle et apporte aux aménageurs des outils en ce sens.

-----

## **APRES-MIDI**

### **Stratégie de poursuite des travaux du GT ERC**

Propositions d'une stratégie et d'un plan d'action par les co-pilotes du GT ERC, issus des constats établis lors des travaux menés depuis la signature du protocole Etat-Région.

*Cf diaporama en annexe*

La stratégie et le plan d'action sont présentés aux participants, et chaque thème est débattu.

Les participants sont également invités à faire part de leur degré d'adhésion à ces propositions et de leur potentielle implication sur la base d'un questionnaire individuel remis en séance.

### **Thématique 1 : mieux appréhender la séquence ERC**

*Cf diaporama en annexe*

Les actions proposées sur ce thème sont présentées.

#### *Discussion*

BIOTOPE met en avant le manque de retour d'expérience sur l'efficacité des mesures. Il faudrait l'organiser : construire un observatoire des mesures compensatoires ? Il faudrait définir ce qu'on veut observer, des indicateurs...

Pour l'ONF, la forêt publique est très sollicitée pour mettre en œuvre des mesures compensatoires. Il faudrait conduire une réflexion globale : disposer d'une base de données pour avoir une lisibilité sur une grande zone forestière. La compensation permettrait sur certains secteurs de mettre en œuvre des mesures de gestion supplémentaires.

Bernard Delay préconise de lier l'observatoire aux travaux menés par les acteurs de la recherche. L'observatoire serait un outil et un produit, et doit répondre aux questions des acteurs.

L'ATEN informe les participants des travaux dans le cadre de la définition de l'Agence Française de Biodiversité, une réflexion est en cours pour accompagner ce travail. La Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité et son comité d'orientation stratégique peuvent être pris comme exemple.

Le CEN commente les propositions préférant la notion « d'accompagnement des aménageurs » à celle de « soutien aux aménageurs » et insiste sur un vrai partage d'expériences.

Le plan de formation proposé pour les services de l'Etat devrait être élargi aux autres acteurs.

Les représentants de la recherche présents témoignent de leur souhait de participer à la mise en œuvre d'un observatoire des mesures compensatoires. Philippe Jarne précise que différentes disciplines peuvent être mobilisées y compris les sciences humaines.

## **Thématique 2 : Faciliter l'accès aux données et partage des connaissances**

*Cf diaporama en annexe*

### *Discussion*

La question d'un éventuel fond financier pour soutenir le SINP est posée.

BIOTOPE précise que les BET utilisent et génèrent des données naturalistes. BIOTOPE a un accord avec l'INPN.

L'UNICEM est tout à fait d'accord sur les propositions faites, et pour transmettre les données qu'elle génère au SINP au format requis, mais uniquement APRES la phase d'enquête publique.

Le CEN confirme qu'il faut des moyens pour le SINP. Mais si certains le financent, se pose la question de l'iniquité ...

La création du fond nécessite une réflexion amont précise pour identifier son montage, sa structure, son fonctionnement...

## **Thématique 3 : Acceptabilité économique de la séquence ERC**

*Cf diaporama en annexe*

### *Discussion*

Pour BIOTOPE, il est capital de mieux intégrer le coût de la compensation dans l'ingénierie financière du projet. De ce fait, il propose que des représentants du secteur bancaire intègrent le GT ERC.

Le SGAR propose d'associer certains acteurs économiques comme des représentants de la CCI.

La Chambre d'agriculture du Gard met en avant l'importance du prix du foncier et la nécessité d'analyser les prix, de donner les éléments économiques et financiers.

Un représentant de l'énergie éolienne précise qu'il faudrait que les méthodologies soient spécifiques à des secteurs : par exemple différencier le secteur des énergies renouvelables, de celui des carrières...

L'éolien est moins concerné par le volet foncier. Il serait intéressé par une étude sur le volet économique. Il précise qu'il n'y a pas toujours un intérêt public majeur lié au projet, il peut y avoir des négociations directes.

L'UNICEM précise que lorsqu'il faut acheter des terrains rapidement, les prix augmentent. Les coûts du foncier sont aussi très variables (ex : en bord de mer). Il met en avant la concurrence entre les porteurs de projets, comme sur le secteur du contournement Nîmes Montpellier, qui a renchéri les prix.

Bernard Delay souhaite que les effets sociaux soient étudiés au même titre que les effets économiques : il faut avoir une approche globale.

#### **Thématique 4 : Anticipation et planification territoriale, foncier**

*Cf diaporama en annexe*

##### *Discussion*

BRL précise que les projets nécessitent souvent de traverser des zones à forts enjeux agricoles. Il n'est pas toujours possible ou approprié d'acheter le terrain, il faut parfois travailler avec les agriculteurs sur leurs pratiques. Par ailleurs, les communes pourraient être associées car elles ont des terrains sur des milieux qui se ferment. Des regroupements sont à envisager pour que ces milieux soient support de compensation.

Un représentant de l'éolien met en avant que les mesures compensatoires sont prescrites sur une durée longue et qu'acheter est plus sûr pour garantir la pérennité.

BIOTOPE précise qu'il existe du foncier public comme les ENS. Il faut se donner les moyens de travailler avec les propriétaires fonciers et raisonner en termes d'efficacité.

L'Agence des Aires Marines protégées insiste sur la mer : il n'y a pas de foncier en mer. Se pose la question du manque de connaissances en mer, notamment pour la mise en œuvre d'éoliennes off-shore et du manque de recul.

Pour l'ONF, un éventuel fonds de compensation serait intéressant mais il faudrait réfléchir à la territorialité et lister les grands enjeux.

La Chambre d'agriculture du Gard propose de mettre en place des mesures expérimentales et réfléchir à « quel projet ? où ? quelles compensations ? comment les gérer ? »

Cette réflexion devrait se faire avec les métropoles et être intégrée au processus local de développement. L'échelle des SCOT avec une intégration des différentes dimensions à traiter de manière cohérente et complémentaire serait intéressante.

Biotope précise qu'il est essentiel d'avoir une vision intégrée de l'aménagement du territoire et de sortir d'une approche cloisonnée des procédures.

Le CEN précise que la notion de « réserves d'actifs » apparaît dans la loi Biodiversité. Il faudrait conduire des réflexions sur les limites et la garantie d'indépendance et de régulation des prix.

Bernard Delay propose de tendre vers une mutualisation, mais à un niveau biogéographique régional, local.

Le Conseil départemental de l'Hérault rappelle l'important potentiel des communes de l'Hérault, propriétaires de 60 000 ha en espaces naturels dont beaucoup sont soumis au régime forestier.

BIOTOPE a fait des recherches sur les expériences américaines : les réserves d'actifs sont plus efficaces que les mesures compensatoires individuelles. Aux Etats-Unis, les collectivités n'ont pas à porter cet effort, en parallèle la réglementation est très forte.

ECOMED rappelle l'existence des seuils rédhibitoires et s'interroge : « Peut-on tout compenser ? »

BRL précise qu'il s'agit de sujets nouveaux pour lesquels les aménageurs ont besoin d'être accompagnés pour la mutualisation ; cela éviterait le morcellement, il faudrait que les recherches de terrains compensatoires soient organisées.

### **SYNTHESE et CONCLUSION de la journée**

#### **Zoe Bauchet et Philippe Monard – DREAL et Philippe Bauchet - Région LR**

Zoé Bauchet constate que cette journée de synthèse de la première phase de travaux montre clairement la forte dynamique du groupe de travail qu'il faut poursuivre. Pour la suite, il est essentiel de rester concret.

Le SRCE est un cadre utile à ce travail, la gouvernance du GT ERC doit s'inscrire en lien avec le SRCE et le Comité Régional Trame Verte et Bleue. Le GT ERC est essentiel pour la mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Écologique.

La réflexion se poursuit également au niveau national.

C'est ainsi que la candidature du site de l'AFB paraît pertinente, car la région a beaucoup d'atouts : excellence de la recherche, présence de l'ATEN...

Philippe Monard souligne la richesse et la qualité des échanges qui permettent, à partir de points de vue différents sur un même sujet, de faire ressortir une intelligence collective.

Philippe Bauchet confirme ces propos. Il note la forte implication de tous les acteurs dans ce GT ERC, ce qui témoigne du besoin de travailler ensemble, et d'aller au-delà de l'obligation réglementaire.

Une prochaine réunion du GT ERC sera organisée au deuxième semestre 2015.

*Le dépouillement des questionnaires remplis par les participants lors de cette journée a fait l'objet d'une analyse statistique et d'une compilation de verbatims, qui est présentée en annexe.*